



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté d'occupation temporaire des sols pour l'exécution d'office des travaux de mise en sécurité
de la société ENERGIE TEX à Lassigny

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-6 ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n°65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société ENERGIE TEX pour son établissement de Lassigny, à savoir les arrêtés préfectoraux du 2 février 1983, du 12 avril 2006 et du 9 juin 2009 ;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Compiègne du 18 juillet 2012 nommant Maître Lehericy liquidateur judiciaire de la société ENERGIE TEX ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 12 novembre 2013 prescrivant à Maître Lehericy, liquidateur judiciaire de la société ENERGIE TEX à Lassigny, la mise en sécurité du site ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure de procéder à la mise en sécurité du site du 28 février 2014 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 5 septembre 2014 ;

Vu le courrier du 5 septembre 2014 informant l'exploitant de la décision d'occupation des terrains afin de faire exécuter les travaux nécessaires en lieu et place de ENERGIE TEX afin de se conformer aux mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2013 et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai fixé dans le courrier du 5 septembre 2014 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral d'exécution des travaux d'office ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de mise en sécurité des bâtiments et terrains exploités par la société ENERGIE TEX situés 23 rue de la Croix Saint Claude à Lassigny, sont autorisés pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté de travaux d'office susmentionné. A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensables.

Article 2 :

Les travaux auront lieu sur le territoire de la commune de Lassigny sur les terrains du site anciennement exploités par la société ENERGIE TEX au 23 rue de la Croix Saint-Claude à Lassigny, ainsi que sur la parcelle de la station d'épuration sur laquelle est construit un bassin de décantation contenant des effluents de la société ENERGIE TEX.

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits à l'ADEME par voie d'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé.

Sont joints au présent arrêté un plan du site et les références cadastrales correspondantes.

Article 3 :

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence du propriétaire des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME avant et après les travaux.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME. A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif

Article 4 :

Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 :

La présente autorisation sera caduque si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date de notification aux intéressés.

Article 6 :

Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de Lassigny qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de l'ADEME.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié à l'ADEME et à la société ENERGIE TEX, représentée par Maître Lehericy et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 8 :

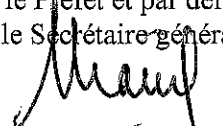
Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Lassigny, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 21 AVR. 2015

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire général


Julien MARION
Destinataires :

Maître Lehericy, liquidateur judiciaire de la société ENERGIE TEX

Monsieur le Maire de Lassigny

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement

(S/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie)

Informations littérales relatives à 6 parcelles sur la commune :
LASSIGNY (60).

Références de la parcelle 000 ZC 20

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 20
3 480 mètres carrés
LE PISSOT
60310 LASSIGNY

Références de la parcelle 000 ZC 102

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 102
3 233 mètres carrés
LE PISSOT
60310 LASSIGNY

Références de la parcelle 000 ZC 114

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 114
13 851 mètres carrés
2 RUE DE LA CROIX ST
CLAUDE
60310 LASSIGNY

Références de la parcelle 000 ZC 18

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 18
5 420 mètres carrés
LE PISSOT
60310 LASSIGNY

Références de la parcelle 000 ZC 112

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 112
2 777 mètres carrés
LE PISSOT
60310 LASSIGNY

Références de la parcelle 000 ZC 117

Référence cadastrale de la parcelle
Contenance cadastrale
Adresse

000 ZC 117
2 103 mètres carrés
LE PISSOT
60310 LASSIGNY

Département :
OISE

Commune :
LASSIGNY

Section : ZC
Feuille : 000 ZC 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 04/09/2014
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
COMPIEGNE
6 Rue Winston Churchill C.S. 40055
60321
60321 COMPIEGNE CEDEX
tél. 03.44.92.58.90 - fax 03.44.92.57.78
cdif.compiagne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

